

RENÉ RIESEL ET JAIME SEMPRUN

**Catastrophisme,
administration du désastre
et soumission durable**

(2008)

(Extraits choisis sur le thème de la décroissance)

Un cliché rebattu, qui prétend résumer de manière frappante les « impasses du développement », et appeler à la contrition, affirme que pour assurer le mode de vie d'un Américain moyen à l'ensemble de la population mondiale, il nous faudrait disposer de six ou sept planètes comme la nôtre. Le désastre est évidemment bien plutôt qu'un tel « mode de vie » – en réalité une vie parasitaire, honteuse et dégradante dont les stigmates si visibles sur ceux qui la mènent se complètent des corrections de la chirurgie esthétique – semble désirable et soit effectivement désiré par l'immense majorité de la population mondiale. (Et c'est pourquoi la vulgarité des nantis peut s'exhiber avec une telle complaisance, sans plus rien conserver de la retenue et de la discrétion bourgeoises : ils suscitent l'envie – il leur faut tout de même des gardes du corps – mais pas la haine et le mépris que préparaient les révolutions).

Du reste, certains partisans de la « décroissance », sans doute insuffisamment convaincus de la *faisabilité* de leurs préconisations, évoquent parfois la nécessité d'une « révolution culturelle » et s'en remettent finalement à rien moins qu'à une « décolonisation de l'imaginaire » ! Le caractère

vague et lénifiant de pareils vœux pieux, dont on ne dit rien de ce qui permettrait de les exaucer, en dehors de l'embri-gadement étatique et *néo-étatique* renforcé qu'implique par ailleurs l'essentiel des préconisations décroissantes, paraît surtout destiné à refouler l'intuition de l'âpre conflit que ce serait inévitablement de tenter, et déjà de penser sérieusement, la destruction de la société totale, c'est-à-dire du *macrosystème technique* à quoi finit par se résumer exactement la société humaine.

Depuis que la médecine scientifique a mis au point la machinerie qui assure une sorte de *maintenance* des quasi-cadavres, et prolonge ainsi indéfiniment leur *fin de vie*, on dit couramment, pour parler de la décision concernant ces morts-vivants, décision – qu'il faut bien prendre un jour, pour des questions de coût ou peut-être d'éthique – d'interrompre leur apparence de survie, on dit donc très éloquentement qu'il faudra alors les *débrancher*. La transposition à la société totale, où l'humanité entière se trouve sous branchements et perfusions de toutes sortes, s'impose d'elle-même. Mais elle signale du même coup ce qu'un arrêt de la machinerie de la vie artificielle a de presque impossible à imaginer pour les habitants de ce monde clos : si certains d'entre eux, parmi les plus suréquipés, apprécient à l'occasion, comme une *expérience*, le dénuement matériel, c'est sous forme d'escapade dans un *trekking* encadré, avec leur téléphone portable et l'assurance de rentrer chez eux en avion. Et il est vrai qu'on peut à bon droit se demander dans quel état de délabrement on retrouverait cette sorte d'humanité, une fois qu'elle se verrait définitivement privée des impulsions que lui donne sa machinerie. De sorte que c'est le perfectionnement de son câblage qui paraît à beaucoup l'issue la plus *réaliste* : « Seule porte de sortie ouverte à nos enfants : enfiler une combinaison munie de tous les biosenseurs que la loi de Moore saura leur fournir afin de sentir, voir et toucher virtuellement, avaler une bonne dose

d'euphorisant et partir chaque week-end pour le pays des songes avec la star préférée, là-bas sur une plage d'avant la sixième extinction, les yeux rivés aux écrans du casque, sans passé et sans avenir. » Ceci n'est pas extrait d'un hommage au génie visionnaire qui fut, *Au temps de poupée Pat*, celui de Philip K. Dick, mais constitue la conclusion de l'ouvrage fort bien informé (Jacques Blamont, *Introduction au siècle des menaces*, 2004) d'un de ces membres de l'establishment scientifique qui, carrière faite et la retraite venue, mangent le morceau. (Pages 32-34)

*

Cependant, à côté du marché, certains proposent d'autres fictions, plus théoriques ou politiques, pour « donner à rêver » sur l'écroulement d'un monde. Ces spéculations sur la catastrophe salvatrice ont leur version douce chez les idéologues de la « décroissance » qui parlent de « pédagogie des catastrophes ». Mais chez les plus valeureux des marxistes on veut croire aussi que « l'autodestruction du capitalisme » laissera un « vide », fera table rase pour mettre enfin le couvert du banquet de la vie. On reste là dans le cadre de la dénégation, puisqu'on ne reconnaît le délabrement unifié du monde et de ses habitants que pour s'en débarrasser immédiatement par la grâce de « l'autodestruction », et se bercer de ce conte fantastique : une humanité sortant immaculée de sa plongée dans la modernité industrielle, plus que jamais prête à raviver son amour inné de la liberté, sans même – *Wifi* aidant ? – se prendre les pieds dans les fils de sa *connectique*.

Il existe néanmoins des théorisations plus *hard*, authentiquement extrémistes dans leur conception du salut par la catastrophe, où celle-ci ne se voit pas seulement chargée de produire les « conditions objectives » de l'émancipation, mais aussi ses « conditions subjectives » : le genre de *maté-*

riel humain nécessaire à de tels scénarios pour y personnifier un sujet révolutionnaire. Le synopsis des fictions en question peut être trouvé chez le Vaneigem de 1967 : « Quand une canalisation d'eau creva dans le laboratoire de Pavlov, aucun des chiens qui survécurent à l'inondation ne garda la moindre trace de son long conditionnement. Le raz de marée des grands bouleversements sociaux aurait-il moins d'effets sur les hommes qu'une inondation sur des chiens ? » Seule différence, de taille il est vrai, les « miracles » alors attribués au « choc de la liberté » le sont maintenant à celui d'un effondrement catastrophique, c'est-à-dire plutôt à la dure nécessité. L'un attend ainsi des conditions de survie matérielles se délabrant encore qu'elles entraînent, dans les zones les plus dévastées, ravagées, empoisonnées, un dénuement si absolu et de telles épreuves qu'aura lieu alors, de façon d'abord chaotique et épisodique, puis universellement avec la multiplication de ces enclaves où l'insurrection deviendra une nécessité vitale, une « véritable catharsis », grâce à laquelle l'humanité se régénérera et accédera à une nouvelle conscience, qui sera à la fois sociale, écologique, vivante et unitaire. (Ceci n'est pas une satire, mais un résumé fidèle du chapitre final du dernier livre de Michel Bounan, *La Folle Histoire du monde*, 2006.) D'autres, qui se déclarent plus portés à l'organisation et à « l'expérimentation de masse », voient dès maintenant dans la décomposition de toutes les formes sociales une « aubaine » : de même que pour Lénine l'usine formait l'armée des prolétaires, pour ces stratèges qui misent sur la reconstitution des solidarités inconditionnelles de type clanique, le chaos « impérial » moderne forme les bandes, cellules de base de leur parti imaginaire, qui s'agrègeront en « communes » pour aller vers l'insurrection (*L'insurrection qui vient*, 2007). Ces songeries catastrophiles s'accordent à se déclarer enchantées de la disparition de toutes les formes de discussion et de décision collectives par lesquelles l'ancien mouvement révolutionnaire avait tenté de s'auto-organiser :

l'un daube sur les conseils de travailleurs, les autres sur les assemblées générales.

Pour avoir une vue plus exacte de ce qu'il est possible d'attendre d'un effondrement des conditions de survie matérielles, comme du retour à des formes de solidarité clanique, il paraît préférable de regarder vers le jardin d'essai moyen-oriental, cette façon d'éclosoir infernal où chacun dépose tour à tour ses embryons monstrueux sur fond de désastre écologique et humain outrepassé.

XV

On peut facilement, à la façon d'une certaine sociologie semi-critique, rapporter les diverses modalités du catastrophisme à des milieux sociaux hiérarchiquement distincts, et pointer comment chacun d'eux développe la fausse conscience qui lui correspond, en idéalisant en guise de « solution » l'activité gestionnaire, professionnelle ou bénévole qui est déjà la sienne dans l'administration du désastre. Cependant une telle perspicacité à courte vue laisse de côté le plus remarquable : le fait qu'il n'est presque personne pour refuser de souscrire à la véritable *proscription de la liberté* que prononcent unanimement les divers scénarios catastrophistes, quelles que soient par ailleurs leurs variantes ou contradictions. Car même là où on n'est pas directement intéressé à la promotion de l'embrigadement, et où l'on parle d'émancipation, c'est pour postuler que cette émancipation sera imposée comme une nécessité, non pas voulue pour elle-même et recherchée consciemment.

Telle est en effet la rigueur de l'incarcération industrielle, l'ampleur du délabrement unifié des mentalités à quoi elle est parvenue, que ceux qui ont encore le ressort de ne pas vouloir se sentir entièrement emportés par le courant et disent songer à y résister échappent rarement,

quelque condamnation qu'ils profèrent contre le progrès ou la technoscience, au besoin de justifier leurs dénonciations, ou même leur espoir d'une catastrophe salvatrice, à l'aide des données fournies par l'expertise bureaucratique et des représentations déterministes qu'elles permettent d'étayer. Tout cela pour rhabiller les lois de l'Histoire – celles qui faisaient inéluctablement cheminer du règne de la nécessité à celui de la liberté – en démonstration scientifique ; selon laquelle, par exemple, la loi de Carnot viendra à bout de la société « thermo-industrielle », l'épuisement des ressources énergétiques fossiles la contraignant – ou au moins ses *décideurs* – à la décroissance conviviale et à la joie de vivre.

Notre époque, par ailleurs si attentive aux ressources qu'elle se connaît, et à l'hypothèse de leur tarissement, n'envisage jamais d'avoir recours à celles, proprement inépuisables, auxquelles la liberté pourrait donner accès ; à commencer par la liberté se penser *contre* les représentations dominantes. On nous opposera platement que personne n'échappe aux conditions présentes, que nous ne sommes pas différents, etc. Et certes, qui pourrait se targuer de faire autrement que de s'adapter aux nouvelles conditions, de « faire avec » des réalités matérielles aussi écrasantes, même s'il ne pousse pas l'inconscience jusqu'à s'en satisfaire à quelques réserves près ? Personne n'est en revanche obligé de s'adapter *intellectuellement*, c'est-à-dire d'accepter de « penser » avec les catégories et dans les termes qu'a imposés la vie administrée.

XVI

Au début de ses *Considérations sur l'histoire universelle*, Burckhardt notait que la connaissance de l'avenir, si elle était possible (ce que, selon lui, elle n'était pas), entraîne-

rait « une confusion de toute volonté et de toute ambition, car celles-ci ne se développent complètement que si elles agissent “à l’aveuglette”, c’est-à-dire en suivant leur propre impulsion ». Notre époque, quant à elle, croit pouvoir lire son avenir dans les modélisations de ses ordinateurs, sur les écrans desquels le calcul des probabilités, à moins que ce ne soient les lois de la thermodynamique, trace son *Mané, Thécel, Pharès*. Mais sans doute faut-il voir là, à l’inverse de l’intuition de Burckhardt, l’effet plutôt que la cause de l’engourdissement de l’énergie historique, de la perte du goût de la liberté et de l’intervention autonome ; ou du moins considérer que c’est là où l’humanité a perdu un certain ressort vital, l’impulsion d’agir directement sur son sort, sans certitudes ni garanties, qu’elle se laisse fasciner et accabler par les *projections* du catastrophisme officiel.

XVII

Pour parodier une fois encore un fameux incipit, on pourrait dire que toute la vie de la société industrielle devenue mondiale s’annonce désormais comme une immense accumulation de catastrophes. Le succès de la propagande pour les mesures autoritaires inévitables (« Demain il sera trop tard », etc.) repose sur le fait que les experts catastrophistes se posent en simples interprètes de forces qu’on peut prédire. Mais la technique de la prédiction infallible n’est pas la seule reprise de l’ancien prophétisme révolutionnaire. Cette connaissance scientifique de l’avenir sert en effet à introduire la vieille image rhétorique de la croisée des chemins, où l’« humanité » se trouverait face à l’alternative ainsi posée, sur le modèle « socialisme ou barbarie » : sauvetage de la civilisation industrielle ou effondrement dans un chaos barbare (1).

L'artifice de la propagande consiste à affirmer à la fois que l'avenir est l'objet d'un choix conscient, que l'humanité pourrait faire collectivement, comme un seul homme, en toute connaissance de cause une fois instruite par les experts, et qu'il est régi par un implacable déterminisme qui ramène ce choix à celui de vivre ou de périr; c'est-à-dire de vivre selon les directives des organisateurs du sauvetage de la planète, ou de périr parce qu'on sera resté sourd à leurs mises en garde. Un tel choix se ramène donc à une contrainte qui règle le vieux problème de savoir si les hommes aiment la servitude, puisque désormais ils seraient contraints de l'aimer. Comme le constate le désarmant Latouche, avec une simplicité qui n'est peut-être pas volontaire: « Au fond, qui s'élève contre la sauvegarde de la planète, la préservation de l'environnement, la conservation de la faune et de la flore? Qui préconise le dérèglement climatique et la destruction de la couche d'ozone? » (*Le Pari de la décroissance*, 2006.) Selon Arendt, le problème de la domination totale était « de fabriquer quelque chose qui n'existe pas: à savoir une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule "liberté" consisterait à "conserver l'espèce" » (*Le Totalitarisme*). Sur la terre ravagée, devenue effectivement, par l'artificialité technique de la survie qui y restera possible, comparable à un « vaisseau spatial », ce programme cesserait d'être une chimère de la domination pour devenir une revendication des dominés. (Pages 40-46)

1. « L'écologisme récupère tout cela, et y ajoute son ambition technobureaucratique de donner la mesure de toute chose, de rétablir l'ordre à sa façon, en se transformant, en tant que science de l'économie généralisée, en une nouvelle pensée de la domination. "Nous ou le chaos", disent les écolocrates et experts recyclés, promoteurs d'un contrôle totalitaire exercé par leurs soins, pour prendre de vitesse la catastrophe en marche. Ce sera donc eux et le chaos. » (*Encyclopédie des Nuisances*, n° 15, avril 1992.)

*

Si l'on s'en tenait à la formule de Nougé (« L'intelligence doit avoir un *mordant*. Elle *attaque* un problème »), on serait tenté de n'accorder qu'une intelligence fort médiocre à Latouche, principal penseur de la « décroissance », cette idéologie qui se donne pour une critique radicale du développement économique et de ses sous-produits « durables ». Il fait montre en effet d'un talent bien professoral, confinait parfois au génie, pour affadir tout ce qu'il touche et faire de n'importe quelle vérité critique, en la traduisant en novlangue décroissante, une platitude insipide et bien-pensante. Il ne faudrait pas cependant lui attribuer tout le mérite d'une fadeur doucereusement édifiante qui est surtout le résultat d'une sorte de politique : celle par laquelle la *gauche de l'expertise* cherche à mobiliser des troupes en rassemblant tous ceux qui veulent croire qu'on pourrait « sortir du développement » (c'est-à-dire du capitalisme) tout en y restant. Ce n'est donc pas en tant qu'œuvre personnelle que nous évaluerons les écrits de Latouche (à cet égard, le génie de la langue est plus cruel que n'importe quel jugement : sa prose lui rend justice). Qu'une telle eau tiède, sur laquelle surnagent tous les clichés du citoyennisme écocompatible, puisse passer pour porteuse d'une quelconque subversion – fût-elle « cognitive » –, voilà qui donne seulement la mesure du conformisme ambiant. En revanche, pour ce qui nous intéresse ici, Latouche est parfait : il sait magistralement flatter la bonne conscience et entretenir les illusions du petit personnel qui s'affaire déjà à « tisser du lien social », et qui se voit accédant bientôt à l'encadrement dans l'administration du désastre. C'est ce qu'il appelle lui-même, en tête de son dernier bréviaire (*Petit traité de la décroissance sereine*, 2007), fournir « un outil de travail utile pour tout responsable associatif ou politique engagé, en particulier dans le local ou le régional ».

Le programme de la décroissance, tel que Latouche le propose donc au citoyennisme décomposé comme à l'écologie en quête de recomposition, n'est pas sans évoquer celui tracé en 1995 par l'Américain Rifkin, dans son livre *La Fin du travail*. Il s'agissait déjà « d'annoncer la transition vers une société post-marchande et post-salariale » par le développement de ce que Rifkin nomme le « tiers secteur » (c'est-à-dire en gros ce qu'on appelle en France « mouvement associatif » ou « économie sociale »), et pour ce faire de lancer un « mouvement social de masse », « susceptible d'exercer une forte pression à la fois sur le secteur privé et sur les pouvoirs publics », « pour obtenir le transfert d'une partie des énormes bénéfices de la nouvelle économie de l'information dans la création de capital social et la reconstruction de la société civile ». Mais chez les décroissants, on compte plutôt sur les dures nécessités de la crise écologique et énergétique, dont on se propose de faire autant de vertus, pour exercer « une forte pression » sur les industriels et les États. En attendant, les militants de la décroissance doivent prêcher par l'exemple, se montrer pédagogiquement économes, en avant-garde du rationnement baptisé « simplicité volontaire ».

Précisément parce que les décroissants se présentent comme porteurs de la volonté la plus déterminée de « sortir du développement », c'est chez eux que se mesurent le mieux à la fois la profondeur du regret à le faire (renversé en autoflagellation et en commandements vertueux) et l'enfermement durable dans les catégories de l'argumentation « scientifique ». Le *fatum* thermodynamique soulage heureusement du choix de l'itinéraire à emprunter : c'est la « loi d'entropie » qui impose comme seule « alternative » la voie de la décroissance. Avec cet œuf de Colomb, pondu par leur « grand économiste » Georgescu-Roegen, les décroissants sont sûrs de tenir l'argument imparable qui ne peut que convaincre industriels et décideurs de bonne

foi. À défaut de quoi, les conséquences, prévisibles et calculables, sauront les contraindre à faire les choix qui s'imposent (comme dit Cochet, dont Latouche aime à citer le livre *Pétrole apocalypse*: « À cent dollars le baril de pétrole, on change de civilisation »).

Qualifier la société de thermo-industrielle permet aussi de négliger tout ce qui d'ores et déjà s'y produit en matière de coercitions et d'embrigadement, sans contribuer, ou si peu, à l'épuisement des ressources énergétiques. On passe d'autant plus volontiers là-dessus qu'on y trempe soi-même, à l'Éducation nationale ou ailleurs. Attribuer tous nos maux au caractère « thermo-industriel » de cette société est donc assez confortable, en même temps qu'assez simpliste pour combler les appétits critiques des niais et des crétins arrivistes, déchets ultimes de l'écologisme et du « mouvement associatif », qui font la base de la décroissance. C'est le souci de ne pas brusquer cette base avec des vérités trop rudes, de lui faire miroiter une transition en douceur vers « l'ivresse joyeuse de l'austérité partagée » et le « paradis de la décroissance conviviale » qui amène Latouche, lequel n'est tout de même pas si bête, à de telles pauvretés volontaires, prudences de tournée électorale ou d'encyclique pontificale : « Il est de plus en plus probable qu'au-delà d'un certain seuil, la croissance du PNB se traduise par une diminution du bien-être » ; ou encore, après s'être aventuré jusqu'à imputer au « système marchand » la désolation du monde : « Tout cela confirme les doutes que nous avons émis sur l'écocompatibilité du capitalisme et d'une société de décroissance » (*Le Pari de la décroissance*, 2006).

Car, même si la plupart des décroissants ont jugé prématuré ou maladroit de créer formellement un « Parti de la décroissance », et préférable de « peser dans le débat », il y a bien là une sorte de parti qui ne dit pas son nom, avec sa

hiérarchie informelle, ses militants de base, ses intellectuels et experts, ses dirigeants et fins politiques. Tout cela baigne dans les vertueuses conventions d'un citoyennisme qu'on se garde de choquer par quelque outrance critique : il faut surtout ne froisser personne au *Monde diplomatique*, ménager la gauche, le parlementarisme (« Le rejet radical de la "démocratie" représentative a quelque chose d'excessif », *ibid.*), et plus généralement le progressisme en se gardant de jamais paraître passéiste, technophobe, *réactionnaire*. La « transition » vers la « sortie du développement » doit donc rester assez vague pour ne pas interdire les combinaisons et les arrangements de ce que l'on dénonce rituellement sous le nom de « politique politicienne » : « Les compromis possibles sur les moyens de la transition ne doivent pas faire perdre de vue les objectifs sur lesquels on ne peut transiger » (*Petit traité de la décroissance sereine*, 2007). Ces objectifs sont psalmodiés par Latouche dans un style digne de l'école des cadres du Parti : « Rappelons ces huit objectifs interdépendants susceptibles d'enclencher un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler. » (*Ibid.*) Quant à réutiliser et recycler, Latouche donne sans attendre l'exemple en rabâchant et ressassant d'un livre à l'autre les mêmes vœux pieux, statistiques, indices, références, exemples et citations. Tournant en rond dans son « cercle vertueux », il cherche cependant à innover et a ainsi enrichi son catalogue de deux « R » (reconceptualiser et relocaliser) depuis l'époque où le fier projet de « défaire le développement, refaire le monde » s'élaborait sous l'égide de l'Unesco (cf. *Survivre au développement*, 2004). On comprend dès lors assez mal l'absence d'un neuvième commandement, (se) réappropriier, désormais récuré de tout relent révolutionnaire (l'antique « Expropriions les expropriateurs ! ») ; ainsi décontaminé, il va pourtant comme un gant fait main à l'expéditive entreprise de récupération à laquelle se livrent

les décroissants pour se bricoler, vite fait, une galerie d'ancêtres présentables (où figure maintenant « une tradition anarchiste au sein du marxisme, réactualisée par l'École de Francfort, le conseillisme et le situationnisme », *Petit traité...*).

Selon Latouche, le « pari de la décroissance [...] consiste à penser que l'attrait de l'utopie conviviale combiné au poids des contraintes au changement est susceptible de favoriser une “décolonisation de l'imaginaire” et de susciter suffisamment de “comportements vertueux” en faveur d'une solution raisonnable : la démocratie écologique » (*Le Pari de la décroissance*). Si, en fait de « contraintes au changement », on voit bien à quoi peuvent servir les décroissants – à relayer par leurs appels à l'autodiscipline la propagande pour le rationnement, afin que, par exemple, l'agriculture industrielle ne manque pas d'eau pour l'irrigation –, on discerne en revanche assez mal quel attrait pourrait exercer une « utopie » dont le « programme quasi électoral » fait une place au bonheur et au plaisir en proposant d'« impulser la “production” de biens relationnels ». Certes on se méfierait de trop lyriques envolées sur les lendemains qui décroissent. On n'y est guère exposé lorsque ces besogneux, coiffés de leur bonnet de nuit, exposent avec un entrain d'animateur socioculturel leurs promesses de « joie de vivre » et de sérénité conviviale. Leurs pitoyables tentatives de mettre un peu de fantaisie dans leur austérité sont aussi inspirées que celles de Besset chantant les beautés du surréalisme à la manière d'un sous-préfet inaugurant une médiathèque René-Char à Lamotte-Beuvron. Le bonheur semble une idée si neuve pour ces gens, l'idée qu'ils s'en font paraît tellement conforme aux joies promises par un festin macrobiotique, qu'on ne peut que supposer qu'ils se font eux-mêmes mourir d'ennui ou que quelque *casseur de pub* leur en a fait la remarque. Ils s'emploient désormais, notamment dans leur revue « théorique » *Entropia*, à mon-

trer qu'ils raffolent de l'art et de la poésie. On voit déjà l'affichette et les *flyers* (« Dimanche après-midi à la Maison des associations de Moulins-sur-Allier, de 15 h 30 à 17 heures, le club des poètes locaux et l'association des sculpteurs bretons se livreront à une amusante performance, suivie d'un goûter bio »).

L'idéologie de la décroissance est née dans le milieu des experts, parmi ceux qui, au nom du réalisme, voulaient inclure dans une comptabilité « bioéconomique » ces « coûts réels pour la société » qu'entraîne la destruction de la nature. Elle conserve de cette origine la marque ineffaçable : en dépit de tous les verbiages convenus sur le « réenchantement du monde », l'ambition reste, à la façon de n'importe quel technocrate à la Lester Brown, « d'internaliser les coûts pour parvenir à une meilleure gestion de la biosphère ». Le rationnement volontaire est prôné à la base, pour l'exemplarité, mais on en appelle au sommet à des mesures étatiques : redéploiement de la fiscalité (« taxes environnementales »), des subventions, des normes. Si l'on se risque parfois à faire profession d'anticapitalisme – dans la plus parfaite incohérence avec des propositions comme celle d'un « revenu minimum garanti », par exemple – on ne s'aventure jamais à se déclarer anti-étatiste. La vague teinte libertaire n'est là que pour ménager une partie du public, donner une touche de gauchisme très consensuel et « antitotalitaire ». Ainsi l'alternative irréaliste entre « éco-fascisme » et « éco-démocratie » sert surtout à ne rien dire de la réorganisation bureaucratique en cours, à laquelle on participe *sereinement* en militant déjà pour l'embrigadement consenti, la sursocialisation, la mise aux normes, la pacification des conflits. Car la peur qu'exprime ce rêve puéril d'une « transition » sans combat est, bien plus que celle de la catastrophe dont on agite la menace pour amener les décideurs à résipiscence, celle des désordres où liberté et vérité pourraient prendre corps, cesser d'être des questions

académiques. Et c'est donc très logiquement que cette décroissance de la conscience finit par trouver son bonheur dans le monde virtuel, où l'on peut sans se sentir coupable voyager « avec un impact très limité sur l'environnement » (*Entropia* n° 3, automne 2007); à condition toutefois d'oublier qu'en 2007, selon une étude récente, « le secteur des technologies de l'information, au niveau mondial, a autant contribué au changement climatique que le transport aérien » (*Le Monde*, 13-14 avril 2008).

XXV

Aussi éloigné de toute outrance Latouche sache-t-il se montrer dans l'accomplissement de son « devoir d'icônoclastie », la décroissance n'en a pas moins ses révisionnistes, qui l'invitent à *oser paraître ce qu'elle est* et à remiser une fois pour toutes un accoutrement subversif qui lui va si mal : « Une première proposition pour consolider l'idée d'une décroissance pacifique serait un renoncement clair et sans équivoque à l'objectif révolutionnaire. Casser, détruire ou renverser le monde industriel me semble non seulement une lubie dangereuse, mais un appel caché à la violence, tout comme l'était la volonté de supprimer les classes sociales dans la théorie marxiste » (Alexandre Genko, « La décroissance, une utopie sans danger ? », *Entropia* n° 4, printemps 2008). Même un Besset, pourtant porte-plume de Hulot et défenseur du « Grenelle de l'environnement » comme « premier pas dans une démarche de transition vers la mutation écologique, sociale et culturelle de la société », a du mal après cela à surenchérir de modération : « Face à l'ampleur et à la complexité de la tâche, ce ne sont certainement pas les projections verbeuses ou les catéchismes doctrinaires qui s'avéreront d'un grand secours. [...] On a beau habiller la décroissance d'adjectifs sympathiques – conviviale, équitable, heureuse –, l'affaire

ne se présente pas avec le sourire [...] les transitions vont être redoutables, les arrachements douloureux » (*ibid.*). Ces vertes remontrances disent à leur façon assez bien en quoi les recommandations décroissantes ne constituent d'aucune façon un programme dont il y aurait lieu de discuter le contenu, et quelle est la partition imposée sur laquelle elles essaient de jouer leur petite musique (*decrecendo cantabile*), en guise d'*accompagnement de fin de vie* pour une époque de la société industrielle : un « nouvel art de consommer » dans les ruines de l'abondance marchande (1).

L'image que se faisait de lui-même ce que l'on appelait naguère le « monde libre » n'avait en fait guère varié depuis Yalta : ce conformisme démocratique, bardé de ses certitudes, de ses marchandises et de ses technologies désirables, avait certes été brièvement ébranlé par des troubles révolutionnaires autour de 1968, mais la « chute du mur » avait semblé lui assurer une sorte d'éternité (on avait expédivement parlé de « fin de l'histoire »), et l'on croyait pouvoir se féliciter de ce que les cousins pauvres veuillent accéder à leur tour et au plus vite à de semblables délices. Il a cependant fallu par la suite commencer à s'inquiéter du nombre des cousins, surtout des plus lointains, et à se demander s'ils faisaient vraiment partie de la famille, quand ils se sont mis à accroître inconsidérément leur « empreinte carbone ». Ce dont tout le monde s'alarme désormais, ce n'est plus seulement du scénario classique de surpopulation, où, en dépit des gains de productivité, les ressources alimentaires s'avéreraient insuffisantes à pourvoir aux besoins des surnuméraires, mais d'une configuration inédite dans laquelle, à population constante, la menace provient d'un trop-plein de modernes vivant de façon moderne : « Si les Chinois ou les Indiens doivent vivre comme nous... » Face à ce « réel catastrophique », les panacées technologiques que l'on fait encore miroiter (fusion nucléaire, transgénése humaine, colonisation des

océans, exode spatial vers d'autres planètes) n'ont guère l'allure d'utopies radieuses, sauf pour quelques illuminés, mais plutôt de palliatifs qui viendraient de toute façon beaucoup trop tard. Il reste donc à prêcher « âpres renoncements » et « arrachements douloureux » à des populations qui vont devoir « descendre de plusieurs degrés dans l'échelle de l'alimentation, des déplacements, des productions, des modes de vie » (Besset); et, vis-à-vis des nouvelles puissances industrielles, à revenir au protectionnisme au nom de la lutte contre le « dumping écologique », en attendant qu'émerge là aussi une relève plus consciente des « coûts environnementaux » et des mesures à prendre (réorientation qu'incarne en Chine le désormais ministre Pan Yue).

Les « contraintes du présent » que se plaît à seriner le réalisme des experts sont exclusivement celles qu'imposent le maintien et la généralisation planétaire d'un mode de vie condamné. Qu'elles ne s'exercent qu'à l'intérieur d'un *système des besoins* dont le démantèlement permettrait de retrouver, sous les complications démentes de la société administrée et de son appareillage technologique, les problèmes vitaux que la liberté peut seule poser et résoudre, et que ces retrouvailles avec des contraintes matérielles affrontées sans intermédiaires puissent être, en elles-mêmes, tout de suite, une émancipation, voilà des idées que personne ne se risque à défendre franchement et nettement, parmi tous ceux qui nous entretiennent des immenses périls créés par notre entrée dans l'*anthropocène*. Quand quelqu'un se hasarde à évoquer timidement quelque chose dans ce sens, que peut-être ce ne serait pas un renoncement bien douloureux que de se priver des commodités de la vie industrielle, mais au contraire un immense soulagement et une sensation de revivre enfin, il s'empresse en général de faire machine arrière, conscient qu'il sera taxé de terrorisme antidémocratique, voire de totalitarisme ou d'écofascisme,

s'il mène ses raisonnements à leur terme ; de là cette profusion d'ouvrages où quelques remarques pertinentes sont noyées dans un océan de considérations lénifiantes. Il n'y a presque plus personne pour concevoir la défense de ses idées, non comme une banale stratégie de conquête de l'opinion sur le modèle du *lobbying*, mais comme un engagement dans un conflit historique où l'on se bat sans chercher d'autre appui qu'un « pacte offensif et défensif avec la vérité », selon le mot d'un intellectuel hongrois en 1956. Ainsi on ne peut qu'être atterré par l'unification des points de vue, l'absence de toute pensée indépendante et de toute voix réellement discordante. Si l'on considère l'histoire moderne, ne serait-ce que celle du siècle dernier, on est pris de vertige à constater d'une part la variété et l'audace de tant de positions, d'hypothèses et d'avis contradictoires, quels qu'ils aient été, et d'autre part ce à quoi tout cela est maintenant réduit. Au lavage de cerveau auquel se sont livrés sur eux-mêmes tant de protagonistes toujours vivants répondent au mieux des travaux historiques parfois judicieux, mais qui semblent relever plutôt de la paléontologie ou des sciences naturelles, tant ceux qui les mènent paraissent loin d'imaginer que les éléments qu'ils mettent au jour pourraient avoir quelque usage critique aujourd'hui.

Le goût de la conformité vertueuse, la haine et la peur panique de l'histoire, sinon comme caricature univoque et *fléchée*, ont atteint un point tel qu'à côté de ce qu'est aujourd'hui un citoyeniste, avec ses indignations calibrées et labellisées, son hypocrisie de curé, sa lâcheté devant tout conflit *direct*, n'importe quel intellectuel de gauche des années cinquante ou soixante passerait presque pour un farouche libertaire débordant de combativité, de fantaisie et d'humour. À observer une telle normalisation des esprits, on en arriverait à croire à l'action d'une police de la pensée. En fait l'adhésion au consensus est le produit spontané du sentiment d'impuissance, de l'anxiété qu'il

entraîne, et du besoin de rechercher la protection de la collectivité organisée par un surcroît d'abandon à la société totale. La mise en doute de n'importe laquelle des certitudes démocratiquement validées par l'assentiment général – les bienfaits de la culture par Internet ou ceux de la médecine de pointe – pourrait laisser soupçonner une déviation par rapport à la ligne de l'orthodoxie admise, peut-être même une pensée indépendante, voire un jugement portant sur la totalité de la vie aliénée. Et qui est-on pour se le permettre ? Tout cela n'est pas sans rappeler d'assez près la maxime de la soumission militante, *perinde ac cadaver*, ainsi que l'avait formulée Trotski : « Le Parti a toujours raison. » Mais alors que dans les sociétés bureaucratiques totalitaires la contrainte était ressentie comme telle par les masses, et que c'était un redoutable privilège des militants et des *apparatchiks* de devoir croire à la fiction d'un choix possible – pour ou contre la patrie socialiste, la classe ouvrière, le Parti –, c'est-à-dire d'avoir à mettre constamment à l'épreuve une orthodoxie jamais assurée, ce privilège est maintenant démocratisé, quoique avec moins d'intensité dramatique : pas question de s'opposer au bien de la société, ou à ce qu'elle y déclare nécessaire. C'est un devoir civique que d'être en bonne santé, culturellement à jour, connecté, etc. Les impératifs écologiques sont l'ultime argument sans réplique. Qui ne s'opposerait à la pédophilie, certes, mais surtout qui s'opposerait au maintien de l'organisation sociale qui permettra de sauver l'humanité, la planète et la biosphère ? Il y a là comme une aubaine pour un caractère « citoyen » déjà assez bien trempé et répandu.

En France, il est notable que la soumission apeurée prend une forme particulièrement pesante, quasi pathologique ; mais il n'est pas besoin pour l'expliquer de recourir à la psychologie des peuples : c'est tout simplement qu'ici le conformisme doit en quelque sorte travailler double pour s'affermir dans ses certitudes. Car il lui faut censurer le

démenti que leur a infligé par avance, il y a déjà quarante ans, la critique de la société moderne et de son « système d'illusions » que portait la tentative révolutionnaire de Mai 1968, et qu'elle a fait furtivement accéder à la conscience collective, en l'inscrivant dans l'éphémère espace public qu'avait créé son existence sauvage. Un rival décroissant de Latouche, qui s'affirme plus nettement « républicain » et « démocrate », c'est-à-dire étatiste et électoraliste, redoute ainsi que des « thèses et des pratiques extrémistes, maximalistes » viennent renforcer dans la jeunesse des travers qui lui seraient propres, « comme la haine de l'institution ou le rejet en bloc de la société » (Vincent Cheynet, *Le Choc de la décroissance*, 2008). (Pages 72-85)

1. « C'est donc au moment où la fuite en avant de la société industrielle la mène irréversiblement à l'effondrement qu'on a choisi de privilégier l'échange d'arguties sur le contrôle – scientifique ou, peut-être, citoyen –, sur les mérites de l'expertise publique de cet effondrement ou sur les précautions à prendre pour le rendre supportable. Comment y voir autre chose qu'une controverse sur les usages ou les manières de table qu'on aurait décidé de mener sur le radeau de la Méduse ? » (René Riesel, « Communiqué » du 9 février 2001 à Montpellier, *Aveux complets des véritables mobiles...*, 2001.)

Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable,
Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008
Les Amis de Bartleby, février 2016
lesamisdebartleby.wordpress.com

